



En Israël, les Palestiniens discriminés jusque dans les abris antimissiles

Description

Deux jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, le bilan est tombé : 28 morts israéliens dans cette guerre de douze jours, d'après les autorités. Parmi eux, quatre personnes sont mortes à Tamra, une ville israélienne à majorité arabe. Les attaques aériennes de l'Iran ont mis en exergue les différences de protection entre les civils israéliens.



Guerre Israël-Iran

Les Palestiniens d'Israël discriminés jusque dans les abris antimissiles

Vendredi 13 juin à l'aube, Israël attaque l'Iran. La République islamique riposte dans les jours qui suivent. Dans la nuit du 14 au 15 juin 2025, des missiles iraniens s'abattent au nord d'Israël sur la ville de Tamra, 37.000 habitants, dont une écrasante majorité de Palestiniens. Le bilan est lourd, quatre morts et des dizaines de blessés.

Des différences structurelles dans l'accès aux abris

Elles s'appelaient Manar al-Qasem Abu al-Heija Khatib, Shada, Hala et Manar Diab Khatib. Membres de la même famille, elles sont toutes mortes dans une explosion d'un missile sur leur maison à Tamra. Aucune n'a eu le temps de se réfugier dans la salle renforcée qui servait d'abri antimissile de fortune dans leur habitation.

Au même moment, non loin de là, un homme israélien scandait un chant anti-Arabs en apercevant les missiles fondre sur la ville, *« puisse votre village brûler »*. Cette frappe iranienne mortelle est vite devenue un symbole des discriminations subies par les Palestiniens en matière de protection face aux missiles. D'après un rapport israélien de 2018, 60 des 71 villes arabes israéliennes n'ont aucun abri antimissiles public. C'est le cas de Tamra, dont la population approche pourtant les 40.000 habitants. Le média +972 a comparé ce chiffre avec celui d'une ville similaire à majorité juive, la ville de Safed. Cette dernière compte 42.000 habitants et possède 138 refuges publics contre les missiles.

En complément des refuges publics, la plupart des maisons israéliennes sont d'ordinaire dotées de pièces antimissiles grâce aux nouveaux projets d'aménagement urbain. Mais il n'y a encore pas un seul projet de ce type qui ait été approuvé entre 2010 et 2023 dans les villes à majorité arabe. En comparaison, le rapport fait état de plus de 5000 projets approuvés dans les espaces israéliens juifs sur la même période.

Comme pour enfoncer le clou, l'installation de ces abris personnels antimissiles (qui restent tout de même moins efficaces que les refuges publics) ne peut se faire que dans le cadre de projets de construction avec des permis officiels. Et il n'est encore le bêt blesse : il est quasiment impossible d'obtenir ce genre de permis lorsqu'on est un citoyen israélien arabe car la politique israélienne vise clairement à limiter l'extension de leurs habitations en Israël. Résultat, d'après le rapport de 2018 cité par +972, *« 46% des citoyens Palestiniens d'Israël n'ont pas accès à une protection anti-aérienne adéquate, contre 26% pour la population globale »*.

Le droit israélien renforce les discriminations

Les différences de traitement entre les Palestiniens d'Israël et les citoyens israéliens juifs se retrouvent aussi dans le droit. Dernier exemple en date : la décision du gouvernement de mettre un terme à *« une initiative mise en place au lendemain du 7 octobre pour fournir des informations et des services vitaux au public arabe d'Israël en temps de guerre »*. détaille le média +972.

Une autre loi fondatrice de cet état d'apartheid des Palestiniens en Israël est la loi sur l'état-nation de 2018. A valeur constitutionnelle, cette loi *« consacre la supériorité ethnique au cœur de l'état israélien »*. D'après le quotidien l'Humanité. Elle va même encore plus loin puisqu'elle consacre aussi le droit à l'implantation de colonies juives, toujours au nom de la

protection du peuple juif et son autodétermination. Elle a aussi mis un terme à la présence de la langue arabe sur les documents officiels, désormais rédigés uniquement en hébreu.

Ces dispositions juridiques permettent l'établissement d'un apartheid de facto, puis toutes les discriminations qui en découlent. On retrouve ainsi plusieurs témoignages durant les récents bombardements en Israël de Palestiniens empêchés de rejoindre les abris antimissiles publics. *«Pas pour vous»*, c'est ce qui a été dit dans la ville d'Acre à une famille qui tentait de rejoindre un abri, après qu'un concitoyen israélien juif a entendu ces derniers changer en arabe, après les informations d'un média local.

Des propos qui sonnent comme une condamnation à mort dans des situations d'urgence absolue. C'est encore pire en Cisjordanie, où l'accès des Palestiniens aux infrastructures des colonies juives est complètement interdit.

date créée

2025/06/26